La délinquance juvénile au début du xx^e siècle : les parcours de deux adolescents meurtriers d'Aregno

Juvenile delinquency in Corsica in the early 20th century: the trajectory of two murderous adolescents in Aregno

Laetizia Castellani

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhei/4069>

DOI : 10.4000/rhei.4069

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 22 novembre 2017

Pagination : 149-167

ISBN : 978-2-7535-6467-1

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Laetizia Castellani, « La délinquance juvénile au début du xx^e siècle : les parcours de deux adolescents meurtriers d'Aregno », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 19 | 2017, mis en ligne le 27 novembre 2019, consulté le 08 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/4069> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.4069>

La délinquance juvénile au début du xx^e siècle : les parcours de deux adolescents meurtriers d'Aregno

Laetizia CASTELLANI
Docteure en histoire,
membre du laboratoire
LISA, université de
Corse Pascal Paoli,
UMR 6240.

Cet article retrace le parcours de deux adolescents meurtriers natifs d'Aregno, village situé en Corse. Ces affaires s'inscrivent dans un contexte d'augmentation de la délinquance et de la criminalité juvéniles à la veille de la Première Guerre mondiale. En 1907, l'Apache, André Anfriani, issu d'une famille de propriétaires, commet ses forfaits à Marseille, ville dans laquelle il vit avec sa mère. En 1908, Antoine-François Negretti, orphelin de père, issu d'une famille de journaliers, tue un Italien au cours d'une bagarre, à Aregno. André, condamné à mort, en 1908, voit sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité, il est envoyé au bagne de Cayenne. En 1909, Antoine-François doit rejoindre la colonie pénitentiaire d'Aniane jusqu'à sa majorité. Antoine-François s'évade. Il ne sera pas repris. André a une détention agitée et alors qu'il est toujours mineur, il tente vainement de s'évader à deux reprises. Tous deux gardent des liens étroits avec leurs familles.

This article tells the story of two teenage murderers who were born in Aregno, a village in Corsica. Both cases picture the pre world war 1 society where juvenile delinquency and criminality are increasing. In 1907, young offender André Anfriani whose relatives are landowners, commits his misdeeds in Marseilles, the town where he lives with his mother. In 1908, fatherless Antoine-François Negretti who comes from a family of day labourers, kills an Italian during a fight at Aregno. In 1908 André is condemned to death, but the sentence is commuted to life hard labour. Therefore he is sent to the penal colony of Cayenne. In 1909, Antoine-François is to stay in the penal colony of Aniane until he comes of age. Antoine-François escapes and will never be taken back. André is a boisterous inmate who tries to escape twice in vain while he is still a minor. Both murderers keep close links with their families.

Mots-clés : Corse, délinquance juvénile, Aniane, Cayenne.

Keywords : Corsica, juvenile delinquency, Aniane, Cayenne.

1. BERTOCCHINI Frédéric, RÜCKSTÜHL Éric, *Le Bagne de la honte*, Ajaccio, DCL, 2011.

2. Archives départementales de l'Hérault (ADH), *Établissements pénitentiaires*, Aniane, 2Y280 et 1Y340. Les documents m'ont été aimablement transmis par Sylvie Desachy.

3. La thématique de la criminalité juvénile n'a jamais fait l'objet d'études spécifiques dans l'île. La criminalité insulaire a avant tout été étudiée en liaison avec la *vendetta*, les crimes d'honneur et le banditisme. Cf. WILSON Stephen, *Vendetta et banditisme en Corse au XIX^e siècle*, Ajaccio, Éditions Albiana, 1995, 535 p. ou PARSİ Caroline, *Vendetta: bandits et crimes d'honneur en Corse au XIX^e siècle*, Paris, Vendémiaire, 2015, 186 p.

4. Les travaux sur les apaches sont nombreux, tous insistent sur la construction de l'archétype depuis l'article pionnier de Michelle Perrot, jusqu'à la récente thèse de Bettina Schmidt en passant par les contributions de Dominique Kalifa. Voir PERROT Michelle, « Dans le Paris de la Belle

Époque: les "Apaches", premières bandes de jeunes », in VINCENT Bernard (dir), *Les Marginaux et les exclus dans l'histoire*, Cahiers Jussieu, n° 5, printemps 1979, Paris, UGE, p. 387-406. Et « Des Apaches aux Zoulous... ou de la modernité des Apaches », in *Enfance délinquante, enfance en danger: une question de justice, actes du colloque de la Sorbonne*, Paris, 1995, ministère de la Justice, p. 49-54. KALIFA Dominique, « Chez les Apaches. Un texte de Paul Matter », *Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 18, 1994, p. 159-170; « L'archéologie de l'Apachisme. Les représentations des Peaux-Rouges dans la France du XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 4, L'image de l'enfance et de la jeunesse irrégulière, 2002, p. 19-37; *L'encre et le sang. Récits de crime et société à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 1995, 351 p.; SCHMIDT C. Bettina, *Jugendkriminalität und Gesellschaftskrisen. Umbrüche, Denkmodelle und Lösungsstrategien im Frankreich der Dritten Republik (1900-1914)*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2005, 589 p.

Aregno est une commune rurale située en Balagne, au nord-ouest de la Corse. Au début du XX^e siècle, l'agriculture est la base de l'économie. Les crises qui touchent les principales productions locales (céréales, oliviers et vigne), dès le milieu du XIX^e, ont entraîné un essor de l'émigration vers le continent. En 1906, le village compte 651 habitants.

Cet article est né de la découverte fortuite de documents relatifs à un adolescent d'Aregno qui s'était évadé de la colonie pénitentiaire d'Aniane au début du XX^e siècle. Ils faisaient écho à l'histoire relatée par la bande dessinée, *Le Bagne de la honte*¹, traitant de la colonie pénitentiaire Saint-Antoine d'Ajaccio, en Corse.

Cette documentation a suscité ma curiosité et j'ai décidé de consulter le dossier d'Antoine François Negretti conservé aux archives départementales de l'Hérault². Je me suis alors souvenue avoir rencontré sur le registre matricule d'un autre natif d'Aregno, la mention d'un internement à Cayenne. Au départ, cet élément ne m'avait pas interpellée. J'ai constaté que ce bagnard, André Anfriani, avait à peu près le même âge qu'Antoine François et qu'il avait lui aussi été condamné alors qu'il était mineur. J'ai décidé d'enquêter sur ces deux adolescents pour essayer de reconstituer leurs parcours³.

Les deux affaires se déroulent à la veille de la Première Guerre mondiale. Elles s'inscrivent dans un contexte d'augmentation de la délinquance et de la criminalité juvéniles, à une époque où les Apaches⁴ font la une de l'actualité. Elles interviennent avant la création des tribunaux pour enfants, mis en place en 1912, pour répondre à

l'inquiétude de la population face à cette criminalité jugée excessive et anormale. Cette peur est alimentée par la presse qui met en exergue les affaires les plus retentissantes impliquant des mineurs.

Les parcours de ces deux adolescents mettent en évidence des points communs : l'âge, le lieu de naissance, la perpétration d'un crime de sang. Des divergences apparaissent : ils n'appartiennent pas au même milieu social, l'un commet son forfait dans son village natal au cours d'une rixe, le second appartient à une bande d'Apaches marseillaise. Il est soupçonné de plusieurs meurtres et tentatives de meurtre. Les situations juridiques et les sanctions ne sont pas similaires. Antoine François Negretti rejoint la colonie pénitentiaire d'Aniane, André Anfriani, condamné à mort, voit son jugement commué en peine de travaux forcés à perpétuité. Il est enfermé au bagne de Cayenne.

Je m'attacherai à présenter le contexte, familial et local, ainsi que le déroulement de chacune des affaires avant d'aborder la détention des deux adolescents.

LES CONTEXTES

Les contextes familiaux et l'environnement dans lequel ces deux jeunes évoluent sont très différents. Le père d'André Anfriani est propriétaire, Antoine François Negretti est issu d'une famille défavorisée. Il est orphelin de père, il vit à Aregno avec sa mère qui est remariée. André, et sa famille, font le va-et-vient entre la Corse et Marseille. Les deux adolescents ne sont pas confrontés au même type de délinquance et de criminalité.

Le contexte familial

Antoine François Negretti est né le 29 septembre 1893. La déclaration est faite par Pascal Costa, berger, âgé de 48 ans, un cousin germain de son père. Selon le délégué de l'administration, il est l'un des « maraudeurs les plus dangereux du village » et « ses nombreux enfants se livrent ouvertement au chapardage⁵ », sans jamais passer devant un tribunal. Il est difficile d'évaluer la véracité de ces propos car sa mission est de dénigrer le clan conservateur dont fait partie Pascal Costa. Antoine François est le premier enfant de Joseph Robert, garde champêtre, 40 ans, et de Marie Florence Salducci, journalière, 26 ans. Ils se sont mariés deux ans auparavant. Ils viennent tous deux d'un milieu modeste : le père de Joseph Robert, Paul, a été cordonnier et appariteur ; le père

5. Archives départementales de la Haute-Corse (ADHC), *Fonds de la sous-préfecture de Calvi*, Gardes champêtres, 1Z.

6. Trois enfants sont décédés prématurément. Il s'agit d'une des rares fratries composées de plus de dix enfants.

7. En 1876, Joseph Robert habitait avec ses parents, ses frères âgés de 32 ans et 30 ans, une de ses sœurs, âgée de 24 ans, ADHC, *Archives communales*, Aregno, E142/6.

8. Archives communales d'Aregno (ACA), *Matrice foncière*.

9. Dans le recensement de 1881, Ferdinand est cultivateur, ADHC, *Archives communales*, Aregno, E142/6.

10. ACA, *Matrice foncière*, 1913. Les individus possédant plus de 10 ha sont considérés comme des notables. Au début du xx^e siècle, ils ont plus de difficultés à vivre de leurs biens et ils sont obligés de rechercher des revenus complémentaires, soit dans l'administration, soit par l'exercice de professions libérales, soit en émigrant sur le continent, CASTELLANI Laetizia, *La Balagne rurale*, Ajaccio, Albiana, p. 165-169, p. 212-225.

11. Pierre Marie est un des rescapés du Balkan.

12. Un des témoins de la naissance de Pierre Marie, s'appelle Dominique Mariani, gardien de la paix, il réside rue des Pistoles. Il pourrait être originaire d'Aregno.

de Marie Florence est mulotier. L'origine sociale de Joseph Robert, l'appartenance à une fratrie de huit enfants⁶ ainsi que le fait qu'il soit le dernier garçon pourraient expliquer son mariage relativement tardif. Il a continué à vivre au sein du domicile parental jusqu'à son union. En 1886, Robert habite avec sa mère, son frère David, berger, et une de ses belles-sœurs⁷. Il s'agit d'un des ménages les plus pauvres de la commune : son père ne possédait qu'une maison, un jardin et un bâtiment rural⁸. Antoine François a une sœur, Marie Agostine, née en 1895. Joseph Robert décède, prématurément, le 4 décembre 1901, à 47 ans. Sa veuve se remarie en janvier 1908 avec Étienne Orsini, âgé de 61 ans, elle a alors 38 ans.

André Anfriani est né le 16 décembre 1890. Il est le troisième enfant du négociant Ferdinand Pomponius, 47 ans, et de Marie Rose Marcelli, 29 ans. Ils se sont mariés en 1879. Par ses branches paternelle et maternelle, André est apparenté à des familles de la notabilité. Le frère de Ferdinand, Étienne, a épousé la fille d'un notable important de la commune. Ferdinand est qualifié de cultivateur dans les recensements⁹, il s'agit pourtant d'un propriétaire relativement bien pourvu. Il possède presque 10 hectares de biens fonciers¹⁰. Comme d'autres Balanins et d'autres insulaires, il part chercher des revenus plus réguliers sur le continent, à Marseille. Le couple s'y établit peu de temps après son union. L'aîné de leurs enfants, Pierre Marie¹¹, naît en 1883 dans la préfecture des Bouches-du-Rhône. Ses parents habitent 20 rue des Phocéens. Son père est employé. Il est en contact avec d'autres Corses vivant dans le quartier du port¹². Cependant, cette installation à Marseille

n'est pas définitive. Le couple effectue des allers-retours : en 1888, Marie¹³ est née à Aregno¹⁴. En 1896, la famille est recensée dans cette commune. Y réside-t-elle vraiment ou est-elle simplement de passage¹⁵ ? En 1903, Ferdinand et les siens vivent 70 rue Caisserie¹⁶. C'est à cette adresse que la mère d'André habite lorsqu'il est arrêté en 1907, son père est absent, il réside à Aregno¹⁷. André s'est rendu dans l'île cette année-là, sa présence est attestée en juillet¹⁸. Après sa condamnation et son internement au bagne, ses parents retournent dans leur commune d'origine, ils y sont recensés en 1911. Ferdinand est à nouveau qualifié de cultivateur. Il vit, avec son épouse, chez son frère Nicolas, avec une de leurs tantes. Les deux autres enfants du couple sont restés sur le continent¹⁹.

Un contexte favorable ?

La délinquance et la criminalité auxquelles ces deux adolescents ont pu être confrontés sont de natures différentes. La Corse est présentée comme une région où la violence est quotidiennement présente. À Aregno, comme dans le reste de l'île, des altercations, des plaintes pour coups et blessures sans arme ou avec armes (stylet, arme à feu) sont attestées²⁰. La détention d'arme accroît le péril car une simple bagarre peut se terminer en homicide involontaire. Le village a été le théâtre de plusieurs incidents graves²¹ : en 1832, Maria Elisabetta Rossi, 13 ans, a été tuée « par imprudence » par arme à feu²² ; en 1833, Laurent Anfriani a blessé de manière involontaire avec un pistolet Augustin Castellani²³ ; en février 1909, Joseph Franceschini, 23 ans, militaire en permission, a blessé légèrement par arme à feu Charles

13. Marie épouse à Marseille, en 1908, Ferdinand Paul Dalmet. Archives départementales des Bouches-du-Rhône (ADBR), *État civil et Registres matricules de recrutement militaire*.

14. Il n'est pas rare que les femmes viennent accoucher en Corse dans leur famille.

15. Des personnes peuvent être recensées en Corse sans y vivre.

16. ADBR, *Registres matricules...*, *op. cit.*

17. *Le Petit Parisien*, 13 septembre 1907, Gallica.

18. André est condamné par le tribunal de Bastia à 15 mois avec sursis pour vol ; Archives nationales d'outre mer (ANOM), *Établissements*

pénitentiaires, Guyane, H3122 ; archives départementales de la Corse du Sud (ACS), *Registres matricules*.

19. ADHC, *Fonds de la sous-préfecture de Calvi*, Dénombrements, 1Z.

20. ADHC, *Archives judiciaires*, 3U (tribunal civil de Calvi) ou 4U26 (justice de paix du canton de Muro). En 1886, sur plus de 550 procédures jugées par la justice de paix du canton de Muro, ces affaires ne représentent que 2 % du total.

21. Cette liste n'est pas exhaustive.

22. ADHC, *Archives judiciaires*, 3U2/283. Il est condamné à 3 mois de prison, 50 francs d'amende.

23. *Ibid.*

24. *Le Petit Bastiais*, 9/02/1909, bibliothèque municipale de Bastia (BMB), disponible sur : [http://www.bm-bastia.fr/opac/]. Bien plus tard en 1934, Augustin Campana tire un coup de pistolet contre le maire M. Salducci (*Le Matin*, 13/11/1934, Gallica).

25. Le litige trouve son origine dans des différends à propos d'un héritage (*Figaro*, 26/01/1887, Gallica). Étienne est déclaré « insoumis » et « bandit » dans son registre matricule, ADCS, *Registres matricules*.

26. Tous les procès ne sont pas systématiquement relatés, BMB.

27. REGNARD-DROUOT Céline, *Marseille la violente : criminalité, industrialisation et société, 1851-1914*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009 et MONTEL Laurence, *Marseille capitale du crime. Histoire croisée de l'imaginaire de Marseille et de la criminalité organisée (1820-1940)*, université Paris 10 Nanterre, 2008, dact., 2 vol., 990 f°.

28. Il s'agit de deux quartiers situés près du port de la Joliette.

29. Situé au sud du vieux port, à la limite de l'extension de la ville.

30. Quartier du vieux port.

Anfriani, 34 ans, dans la rue, à la sortie d'un bar où une dispute a débuté au moment de payer²⁴. De plus, plusieurs indices concordants semblent indiquer qu'Étienne, l'oncle d'André, a été impliqué en 1887, dans une affaire de violence avec arme²⁵. L'absence d'études sur la délinquance ne permet pas de mener une analyse fine. Cependant, sur un échantillon constitué à partir d'une quarantaine d'affaires relatées dans la presse locale pour les années 1907 et 1908²⁶, jugées par le tribunal correctionnel et la cour d'assises, les blessures par arme à feu arrivent en tête, suivies des vols, des homicides par arme à feu, des affaires pour coups et blessures, des blessures par arme blanche et des ports d'armes. Plus de la moitié de ces procédures ont pour origine des bagarres, dans un tiers des procès des armes sont mentionnées.

André Anfriani grandit entre la Corse et Marseille à une époque où la cité phocéenne connaît un développement de la criminalité et plus particulièrement de la criminalité juvénile²⁷. Au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, une économie criminelle émerge en liaison avec la compétition pour l'exploitation de la prostitution en centre-ville. Le développement de la criminalité est aussi lié à l'augmentation de l'usage des armes à feu et de leur démocratisation. Les formes classiques de petite délinquance tournées vers les biens (vols, cambriolages), les jeux d'argent ainsi que les bagarres, le trafic de fausse monnaie et la prostitution dominant. Les lieux publics sont les espaces privilégiés de la violence juvénile (les bals, la rue). Même si la grande majorité des jeunes auteurs d'infractions contre les personnes est native de la ville, dans une cité où l'immigration est importante, beaucoup sont fils de migrants italiens ou corses. Ces derniers sont nombreux à habiter dans les quartiers populaires du centre-ville. D'une part, la délinquance est plus importante dans les milieux défavorisés (journaliers, ouvriers, marins, sans profession), d'autre part, elle s'appuie sur des liens de clientèle, des réseaux de solidarité et l'existence de bandes. Celles de Saint-Mauront, du Lazaret²⁸, de Vauban²⁹ ou de Saint-Jean³⁰, à laquelle semble appartenir André Anfriani, sont les plus connues. Ces organisations permettent la garantie du gain, prémunissent le groupe de toute dénonciation. Dans le cas d'André, cette solidarité s'exercera lors de sa cavale. Dans la cité phocéenne, l'année 1906 se distingue par l'essor spectaculaire du nombre de crimes violents jugés.

En Corse comme sur le continent, la presse met l'accent sur la croissance de la délinquance et se focalise plus particulièrement sur celle des mineurs. En mars 1908, un journaliste du *Petit Bastiais*, écrit : « On peut par-là se rendre

compte que les rues ne sont pas toujours très sûres depuis quelque temps à Bastia³¹. » Les jeunes semblent avoir davantage à faire à la justice : « c'est encore un enfant de 15 ans qui comparait aujourd'hui » et « depuis quelque temps nous constatons avec regret que des enfants en bas âge viennent s'asseoir sur la sellette pour y répondre de crimes parfois très graves³² ». La presse insulaire évoque les méfaits des Apaches, qui paraissent se multiplier : par exemple un entrefilet relatant une agression à Ajaccio est intitulé « Toujours les Apaches³³ ». Il est difficile, faute d'études précises et quantitatives, d'évaluer la part de la délinquance juvénile en Corse et de la caractériser. Sur la quarantaine de procès, relatés par la presse, précédemment évoqués, cinq affaires graves concernent des adolescents. En juin 1908, deux jeunes de 17 ans sont accusés d'avoir donné la mort à un troisième individu du même âge lors d'une altercation. Si de nombreux accusés, ou prévenus, sont d'une moralité douteuse, les deux adolescents sont « braves » et ont un « caractère doux », les « renseignements fournis sur leur compte » par le maire, les gendarmes et le magistrat cantonal « sont excellents³⁴ ». Un seul des deux mineurs est condamné, il écope d'une peine de deux ans de prison. Le même mois, un enfant de 15 ans, est accusé de meurtre avec préméditation mais le procès est renvoyé. En février 1907, un jeune homme de 20 ans est accusé de meurtre, un second de tentative lors d'une bagarre, le procès n'a pas lieu. Un adolescent de 15 ans est accusé d'avoir donné la mort par arme à feu à un enfant de 13 ans, il est acquitté par la cour d'assises. Enfin, un jeune de 14 ans est accusé d'avoir blessé légèrement avec un couteau un autre adolescent de 15 ans. Il est condamné à un mois de prison avec sursis. Aucun ne paraît appartenir à une bande. Si les peines prononcées paraissent relativement mesurées dans l'île, à Marseille elles reflètent l'inquiétude de la population, relayée par la presse populaire, et elles semblent plus sévères que dans d'autres villes françaises, les magistrats souhaitent « donner l'exemple », espèrent que ces sanctions auront un effet dissuasif. Les jeunes de 16 à 21 ans paraissent plus fréquemment traduits devant la justice que sur le reste du territoire, ils sont davantage mis en cause dans des affaires concernant des violences à l'encontre des personnes.

C'est dans ce contexte qu'Antoine François et André vont commettre leurs crimes, l'un en Corse à Aregno, l'autre à Marseille.

31. BMB.

32. BMB, 26/02/1909.

33. BMB, *ibid.*

34. BMB.

LES AFFAIRES

Les deux adolescents sont coupables de meurtres qui se déroulent dans des conditions très différentes. Antoine François Negretti, 15 ans, commet un homicide au cours d'une bagarre ; André Anfriani, 16 ans, est soupçonné de plusieurs assassinats et tentatives. Leurs situations juridiques divergent.

Les minutes du procès d'Antoine François Negretti n'ont pas été conservées, ni l'arrêt de sa condamnation. Deux articles du *Petit Bastiais*³⁵ et du *Bastia journal*³⁶, assez semblables, permettent d'avoir un aperçu relativement précis de l'affaire. Ils rapportent le déroulement de l'audience de la cour d'assises qui a lieu le 25 février 1909³⁷. Il s'agit d'une altercation banale qui s'est conclue par la mort d'un des protagonistes. Le 24 septembre 1908, à Aregno, vers midi, l'accusé, journalier, âgé de 15 ans, travaille en compagnie d'Augustin Galanti, 22 ans, et de Nicolas Carlotti, 42 ans, à la fabrication d'eau-de-vie dans la remise du notable Jérôme Lanata. Galanti est né à Sorso, dans la province de Sassari, en Sardaigne³⁸. Negretti lui reproche d'être fainéant et l'invite à redoubler d'activité. L'adolescent insistant, Galanti finit, après l'avoir traité de « magnone », par lui donner une poussée qui le fait rouler à terre. Negretti se relève aussitôt tenant dans la main un stylet, couteau à longue lame, et porte un coup violent à Galanti qui s'affaisse en criant « je suis mort ! ». Galanti est atteint à la face antérieure de la cuisse droite au-dessous du pli de l'aîne. Le couteau a pénétré sur une profondeur de 7 cm. Augustin succombe, le 2 octobre, à une hémorragie secondaire consécutive au traumatisme³⁹. Negretti, qui a pris la fuite après l'avoir blessé, se constitue prisonnier le 5 octobre. Au tribunal, les témoins, Nicolas Carlotti et Jacques Bartolini⁴⁰, reprennent les principaux éléments de l'accusation, seul Pierre Jean Negretti tente de rendre l'attitude de l'accusé plus « humaine ». Selon lui, Antoine François Negretti, voyant ce qu'il avait fait, fondit en larmes, demanda pardon à Galanti auquel il prodigua des soins et déclara qu'il ne l'avait pas fait exprès. Le dernier témoin se présentant à la barre est le père de la victime, Antoine Galanti. Il n'a pas assisté aux événements. Il indique qu'on lui a rapporté que Negretti, en rentrant chez lui, a rencontré deux femmes qui lui ont demandé ce qu'il avait ce « pauvre sarde » et qu'il a répondu « *E leccu* » (il est foutu). Antoine François invoque l'accident : Galanti s'est « précipité » sur lui et « s'est enferré lui-même se blessant mortellement ». Il dit regretter les faits. Pour l'avocat général, M^e Angeli, s'il faut tenir compte de l'âge de l'accusé, la condamnation est impérative pour étouffer « les

35. BMB, 26/02/ 1909. Selon ce journal d'autres procès d'assises impliquent des mineurs de moins de 16 ans, outre l'affaire impliquant Orsoni en 1907, un nommé Raffoni avait été renvoyé devant ce tribunal en 1908.

36. BMB, 26/02/1909.

37. Antoine François a dû être inculqué de meurtre (art. 295).

38. Son père, Antonio, est veuf.

39. Galanti est décédé chez lui à Aregno, ACA, *Registres d'état civil*.

40. Jacques Bartolini est cordonnier, il a 40 ans et est le voisin des Galanti. Il vient déclarer le décès aux côtés de Jean Negretti, 48 ans, propriétaire.

mauvais instincts qui sont en train d'éclore dans l'âme de cet adolescent de 15 ans ». L'avocat de la partie civile insiste sur la nécessité de le condamner car un acquittement serait mal perçu par la communauté sarde qui penserait qu'un Corse peut « impunément plonger une arme homicide dans le sein d'un Italien ». Il ajoute : « Justice est due à tous, aux Italiens, comme aux Français, comme aux Corses⁴¹ ! » Le fait que Galanti soit sarde a-t-il encouragé Negretti, lui a-t-il donné plus d'assurance ou un sentiment d'impunité ? Il existe un fort courant xénophobe et raciste accusant les *Lucchesi*⁴², terme péjoratif désignant les Italiens⁴³, de tous les maux de l'île. Outre la crise économique qui touche la Corse, ce rejet est renforcé, à la fin du XIX^e, par le contexte international, l'adhésion de l'Italie à la Triple Alliance anti-française et la réactivation des revendications italiennes sur la Corse. Il a tendance à décroître à l'aube du XX^e siècle mais reste présent⁴⁴.

Selon la presse, à la fin de l'audience, le jury atténue sa responsabilité en retenant qu'« il a agi sans discernement⁴⁵ ». En vertu de l'article 66 du Code pénal de 1810, il est envoyé en « maison de correction⁴⁶ » jusqu'à sa majorité, durée maximum de l'internement. En effet, dans ce cas, la loi du 5 août 1850 prévoit le placement des mineurs acquittés et non remis à leurs familles dans des colonies pénitentiaires.

Bien qu'Antoine François, orphelin de père, évolue dans un milieu défavorisé, où des délits mineurs pourraient être attestés, l'environnement familial a sans doute moins joué que la possession d'une arme blanche. Sa détention a transformé ce qui aurait pu être une simple bagarre en

41. Cette assertion fait écho aux propos de Jean-François-Ignace Réalier-Dumas qui au début du XIX^e siècle écrit : « Que de Lucquois, de Parmesans, de Génois, qui, après avoir cultivé les terres des habitants, sont maltraités, volés, égorgés, sans que les assassins eux-mêmes aient rien à redouter des tribunaux », in *Mémoire sur la Corse*, Hauteville, Imprimerie Jeunehomme Créminière, 1819, p. 14.

42. De nombreux Italiens viennent de la région de Lucca. Ils représentent 3 % de la population de l'île en 1911. Leur présence n'est pas toujours bien perçue. Par exemple, en 1866, lors d'une enquête les personnes auditionnées dénoncent l'arrivée sur le marché de l'emploi de cette main-d'œuvre étrangère.

43. GREGOROVUS Ferdinand, *Corsica*, Bastia, Imprimerie Ollagnier, 1883, p. 24 ; *L'œil de Paris pénètre partout*, 2/01/1932, p. 9.

44. GÉA Jean-Michel, REY Didier, BERTONCINI Pierre, MARCHINI Vannina, AMBROSELLI Marco, SOLINAS Yannick, *Histoire et mémoires des immigrations en région Corse - Synthèse du rapport final*, Université de Corse, 2008, p. 12. La presse insulaire elle-même mène de véritables campagnes de xénophobie et de racisme à l'égard des Italiens. Elles ne sont pas exemptes d'un certain mimétisme intégrateur vis-à-vis de la nation française.

45. *Petit Bastiais*, BMB, 26/02/1909.

46. *Ibid.*

Figure 1 : Synthèse des éléments concernant André Anfriani.

Figure 2 : André Anfriani, *Le Petit parisien*, BNF.

homicide⁴⁷. Il est tout de même intéressant de noter qu'à 15 ans, il possède un stylet. Ce contexte de banalisation du port d'armes et ses conséquences néfastes reviennent fréquemment dans les observations faites sur la Corse. Par exemple, en 1838, Blanqui écrivait : « Cette fatale habitude de porter des armes peut être considérée comme l'une des causes les plus fréquentes des innombrables meurtres qui sont commis en Corse⁴⁸. » Antoine Fée expliquait au milieu du XIX^e siècle que « dans un grand nombre de nos départements une querelle se termine par un coup de poing, en Corse elle commence par le stylet et finit par le fusil⁴⁹ ». Ou encore le docteur Fallot indiquait : « Le goût inné des armes, et par suite une déplorable facilité à s'en servir, [est] un des plus puissants facteurs de la criminalité corse⁵⁰. » Il est cependant difficile de faire la part entre la réalité et le sensationnel. Il est évident qu'Antoine François a une personnalité affirmée. Cet adolescent n'hésite pas à se moquer d'un adulte.

Un nombre relativement conséquent d'articles de journaux nationaux (*Le Radical*, *Le Temps*, *Le Figaro*, *Le Matin*, *Le Journal* ou *Le Petit Parisien*⁵¹), l'arrêt de condamnation⁵² et le dossier de recours en grâce⁵³ nous renseignent de manière précise sur l'affaire Anfriani. Cet Apache perpète ses forfaits à Marseille. Alors qu'il est déjà recherché par la police pour un homicide qu'il aurait commis en août, il tire sur trois personnes, le 4 septembre 1907. Il n'a pas encore 17 ans. Il tue Léon Brun et blesse deux autres individus. Sa première victime, Leoni, est un interprète-juré au service de la sûreté qui renseigne la justice sur des « malfaiteurs ». Il est blessé alors qu'il a quitté son domicile, rue de

47. Le port d'arme a été prohibé en Corse pendant quelques années au milieu du XIX^e siècle, cette prohibition a entraîné une baisse du nombre des morts violentes.

48. BLANQUI Adolphe-Jérôme, *Rapport sur l'état économique et moral de la Corse en 1838*, F. Didot, 1840, p. 55.

49. Cette citation de Fée est extraite de l'ouvrage de SUSINI Charles (de), *La Corse et les Corses : opinions et documents*, 1906, p. 248.

50. Cette citation du docteur Fallot est extraite de l'ouvrage de SUSINI Charles (de), *La Corse...*, *ibid.*, p. 411.

51. L'ensemble des articles cités ont été consultés en ligne sur Gallica [<http://gallica.bnf.fr/>]. Parmi ces journaux les quatre quotidiens du matin, *Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Journal* et *Le Matin*, tirant chacun à près d'un million d'exemplaires dont les uns mettent régulièrement l'accent sur les actes de délinquance des Apaches ; PERROT Michelle, « Dans le Paris de la Belle Époque, les "Apaches", premières bandes de jeunes », *La lettre de l'enfance et de l'adolescence*, 2007/1, n° 67, p. 71-78.

52. ADBR, 2 U 4 72, n° 31.

53. Archives nationales (AN), *Dossiers de recours en grâce*, BB/24/2097.

54. Il est parfois prénommé Gilbert. Il est né le 25 août 1885 à Farinole. Il est inscrit maritime. ADCS, *Registres matricules*. Un seul quotidien fait référence à son origine corse, *Le Matin*, 14 septembre 1907.

55. Sarte décède deux jours plus tard à l'hôpital.

56. Léon Brun habite avec sa femme Marie, et ses trois enfants, 57 rue de la République, ADBR, *Listes nominatives des recensements de population des communes*, 1906, disponible sur : [http://www.archives13.fr/].

57. Une famille Gilly habite rue des Phocéens, ADBR, *Listes nominatives des recensements...*, *op. cit.*, 1906.

58. M^{me} Antonini n'a pu être identifiée. Le journal

L'Aurore du 14/09/1907 indique qu'André a été arrêté dans un hôtel.

59. [http://www.memoiree-tactualite.org/].

60. « Les Apaches se vengent », *le Matin*, 15/09/1907, *la Lanterne*, 17/09/1907 ou *l'Aurore*, 16/09/1907.

61. Il est né en 1886 à Marseille. Il décède le 21 février 1908, ADBR, *Registres matricules*.

62. ANOM, *Établissements...*, *op. cit.*, Guyane, H1634/anfriani. Il avait suivi un apprentissage de chaudronnerie.

63. AN, *Dossiers de recours en grâce*, BB/24/2097, ANOM, *Établissements...*, *op. cit.*, Guyane, H3122. Il aurait volé son oncle selon *Le Petit Parisien*, 13/09/1907.

la République, pour se rendre au palais de justice. Il aurait mis en cause André Anfriani pour l'homicide d'un ouvrier des ports, Jean-Pierre Sarte⁵⁴, son compatriote, mortellement blessé dans un bar, rue de l'Évêché, le 13 août 1907⁵⁵. Son premier forfait commis, il tire sur le confiseur, Léon Brun⁵⁶, il blesse gravement un charretier, Hilarion Gilly, qui est en train de décharger un camion, rue des Phocéens⁵⁷. Il justifie ces deux derniers gestes par le fait que les victimes ont gêné sa fuite. Cet argument ne sera pas retenu lors de son procès.

Durant sa semaine de cavale, André Anfriani bénéficie de complicités. Il se serait caché dans un cabanon des Goudes. Il est arrêté, le 12 septembre, rue Saint-Pons, chez M^{me} Antonini, une de ses parentes ou une amie de sa mère qui est âgée⁵⁸. *Le Figaro* du 15 septembre indique qu'elle a été arrêtée avec son fils. Cette solidarité, s'est aussi traduite, selon le *Petit stéphanois*⁵⁹, par une collecte réalisée par les Apaches pour favoriser sa fuite. Enfin, une mère et sa fille, qui ont donné des renseignements à la police, sont jetées dans le lavoir public, rue Caisserie⁶⁰.

Lors des interrogatoires, André Anfriani reconnaît les faits. Il est entendu pour la tentative de meurtre sur le matelot François Traverso⁶¹, place des Moulins, le 31 août, mais la victime ne l'identifie pas comme étant son agresseur. Il s'accuse du meurtre de Sarte pour lequel il se disait au préalable innocent. Il sera acquitté pour cette affaire.

André Anfriani, ouvrier du cuivre mais qui n'exerçait pas réellement sa profession⁶², est présenté par la justice comme un « récidiviste ». Nous savons qu'il a été condamné en juillet 1907 à Bastia, pour vol, à 15 mois de prison avec sursis⁶³. Il s'agit d'une

personne dotée d'un fort caractère. Il aurait été chargé de l'exécution de Leoni, par les « maîtres » du quartier car il aurait été considéré comme « le plus capable de s'en acquitter sans défaillance⁶⁴ ». Il a, lors de son arrestation, opposé de la résistance (« acharnée⁶⁵ », il aurait fallu dix agents pour le maîtriser⁶⁶). Il avait à côté de lui un revolver chargé de cinq balles⁶⁷. L'article du 15 septembre du *Petit stéphanois* indique qu'il aurait essayé d'enlever sa baïonnette à un gendarme, geste qui lui aurait valu un passage à tabac. De plus, il aurait dit à son complice, Clément Bimbi⁶⁸, avant de commettre ces méfaits : « Je te promets que j'en ferai pleurer quelques-uns (*sic*). » Enfin, selon plusieurs journaux, même s'il exprime des regrets durant l'audience, Anfriani aurait accueilli le verdict par un « haussement d'épaules⁶⁹ ». Son dossier d'admission au bagne le présente comme un « malfaiteur redoutable⁷⁰ ». Le parcours d'André a-t-il été influencé par ses relations à Marseille ? C'est ce qu'affirme un article du *Petit Bastiais* de février 1908 : André a été « abandonné sur le pavé de Marseille en bute aux pires fréquentations ». Cet argument est repris par son père, dans un courrier de 1915 : il a été entraîné par les « mauvaises compagnies qui infestaient » la ville. Son père aurait-il voulu l'éloigner de Marseille en le faisant venir en Corse quelques mois avant son arrestation ? Il fait partie des « bandes de Saint-Jean et d'Endoume⁷¹ ». Son origine insulaire pourrait avoir favorisé son insertion dans la bande de Saint-Jean, qui prospère grâce à la prostitution, dont le chef est François Albertini, dit le fou⁷², son compatriote. Cette bande livre une guerre à celle de Saint-Mauront⁷³ entre 1900 et 1907. André, est-il un « nervi » c'est-à-dire un souteneur ? Le *Journal*

64. Selon *Le Petit stéphanois* il a joué avec deux camarades la vie de Leoni aux cartes, 19/09/1907.

65. *La Justice*, 15/09/1907.

66. *Le Messidor*, 14/09/1907.

67. *Le Petit stéphanois*, 15/09/1907.

68. Clément Bimbi est né à Marseille en 1887. Il est orphelin. Il a été condamné en 1904 pour incitation de mineur à la débauche, ADBR, *Registres matricules*.

69. Élément repris par *La Croix* (25/02/1908), *La Lanterne* du même jour ou encore le *Journal des débats politiques et littéraires* (11/08/1908).

70. ANOM, *Établissements...*, *op. cit.*, Guyane, H3122.

71. *Le Radical* (24/02/1908). Endoume est un quartier situé à proximité du vieux port, dans le 7^e arrondissement sur le plan.

72. François Albertini est né en 1872 à Bastia. DALLEST Jacques, *Mes homicides : Un procureur face aux crimes*, Robert Laffont, 2015, chapitre 5. Dans une lettre datant de 1910, les services du ministre de la Justice assimilent François le Fou qui est arrêté à Cuba à Anfriani, les autorités locales de Guyane démentent cette information, ANOM, *Établissements pénitentiaires*, Guyane, H1634/anfriani.

73. Le chef de cette bande s'appelle Louis Ausset, DALLEST Jacques, *Mes homicides...*, *op. cit.*

74. Les demandes de grâce ou de libération déposées sont rejetées car André Anfriani est un détenu agité ou n'est pas à la bonne classe, AN, *Dossiers de recours en grâce*, BB/24/2097.

75. Thadée Gabrielli, député de 1902 à 1909, siège dans le groupe de la gauche démocratique.

76. Antoine Gavini est député de 1889 à 1898, puis de 1903 à 1910, bonapartiste puis républicain radical.

77. AN, *Dossiers de recours en grâce*, BB/24/2097.

78. La grand-mère d'André est la sœur du père d'Étienne Allegrini.

79. 14/09/1907. Cet argument sera repris par son père dans la demande de grâce en 1915, AN, *Dossiers de recours en grâce*, BB/24/2097. Sa mère indique dans un courrier datant de janvier 1922 qu'il n'était qu'un « enfant » lors de sa condamnation, ANOM, *Établissements...*, Guyane, H1634/anfriani et H4139/36805/a.

80. *Le Petit parisien*, 13/09/1907.

81. Selon *L'Aurore*, plus d'un millier de personnes sont présentes, des habitants mais aussi des Apaches (14/09/1907).

82. *La Lanterne*, 15/09/1907. Le journal *Le Matin* évoque les nombreuses lettres et cartes reçues par le service de la sûreté suite à son arrestation (14/09/1907).

du 13 septembre indique que « trois filles du monde spécial dans lequel Anfriani exerce un véritable prestige » se sont jetées sur lui pour empêcher son arrestation.

Le procès d'André se déroule devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Âgé de plus de 16 ans, mineur sur le plan pénal mais accusé de crime, il relève des juridictions de droit commun et encourt la peine de mort. Pour sa défense, il dit avoir agi sous l'emprise de l'alcool et sans préméditation, il a trouvé Leoni par hasard dans la rue, lui a tiré dessus parce qu'il savait que celui-ci était un mouchard et qu'il l'avait accusé à tort. Cette absence de préméditation n'est pas retenue. Le 22 février 1908, il est condamné à mort pour crimes concomitants d'assassinat et de tentatives d'assassinat volontaires, il ne bénéficie pas de circonstances atténuantes ni de l'excuse de minorité car il est jugé comme ayant agi avec discernement. Cette sentence s'explique, outre le contexte particulier de l'affaire, par la loi du 12 avril 1906 qui sur-pénalise les mineurs de 16 à 18 ans. Son complice est condamné à cinq ans de travaux forcés et à dix ans d'interdiction de séjour. Suite à sa condamnation, André Anfriani interjette un pourvoi devant la Cour de cassation qui est rejeté. Il entame ensuite une procédure de recours en grâce. Elle aboutit en avril 1908 : sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité⁷⁴. Les députés corses, Thadée Gabrielli⁷⁵ et Antoine Gavini⁷⁶, ont appuyé cette demande. Sa famille, « estimée » et « honorablement⁷⁷ » connue à Marseille, a certainement fait jouer ses réseaux : l'oncle d'André, Étienne Anfriani, est le beau-fils du principal leader du clan républicain d'Aregno, il est apparenté au maire d'Aregno de l'époque, Étienne Allegrini⁷⁸. La grâce est acceptée en raison de son âge au moment des faits : même si la question du discernement a été écartée par le jury, il n'est pas possible de faire exécuter cette peine dans toute sa rigueur. Cette décision est prise à l'unanimité. Sa jeunesse est aussi soulignée dans un article, qui ne lui est pourtant pas très favorable, du *Petit parisien* du 14 septembre : « C'est de trois crimes en effet que ce précoce assassin a à répondre⁷⁹. » Lorsqu'il a été arrêté, « sa jeunesse désarme un moment la foule⁸⁰ », mais elle n'empêche pas des badauds⁸¹ de crier « à mort » ou « à la guillotine », sur son passage⁸². De plus, il est indiqué dans les rapports joints à la demande de grâce qu'il ne paraît pas « vicieux » et « irrémédiablement perdu ». Enfin, la sévérité du jugement s'explique par la gravité des faits, mais également par l'émoi suscité à Marseille par cette affaire. Les obsèques du confiseur Léon Brun ayant rassemblé une foule importante et des manifestations ont eu lieu pour que la police agisse

contre les Apaches. Le contexte de violence que connaît la ville, précédemment évoqué, a joué en sa défaveur. D'ailleurs, selon un article du 13 septembre du *Petit parisien* : « À peine l'émotion provoquée par le triple meurtre de la rue de la République était-elle calmée par l'arrestation de l'assassin, qu'une nouvelle scène sanglante est venue, cet après-midi, surexciter la passion publique. » Un des deux protagonistes d'une rixe a tiré sur le second individu qui « atteint au front, tomba inanimé sur le sol⁸³ ». L'auteur a été poursuivi par la foule et est arrivé dans un « état pitoyable [...] au commissariat du quartier ».

Une fois leurs procès terminés et les peines définitives prononcées les deux adolescents rejoignent leurs lieux de détention.

LA DÉTENTION

Les conditions de détention sont beaucoup plus difficiles au bagne de Cayenne qu'à la colonie pénitentiaire d'Aniane. De plus, Antoine François Negretti, même s'il est loin des siens, sait qu'il sortira à sa majorité, tandis qu'André Anfriani n'a guère d'espoir d'être libéré et de revoir la Corse. Antoine François paraît docile tandis qu'André est un détenu particulièrement agité.

Antoine François intègre la colonie pénitentiaire d'Aniane le 19 avril 1909. Les enfants de la colonie sont destinés à deux types de tâches : l'agriculture pour les enfants d'origine rurale et ceux qui sont chétifs ; l'emploi dans différents ateliers lorsqu'ils sont d'origine urbaine. Ce centre a été inauguré en 1886 à un moment où l'Administration pénitentiaire essaye de répondre à la nécessité de permettre aux jeunes délinquants, majoritairement urbains, de se former à des métiers qui pourront leur permettre de trouver plus aisément du travail à leur libération⁸⁴. Nous pouvons supposer qu'Antoine François est affecté à des travaux agricoles. Dès le mois de septembre 1909, sa mère demande sa remise en liberté provisoire. Elle est refusée car son fils ne remplit pas les conditions pour en bénéficier⁸⁵. Il est indiqué dans son dossier que la conduite et le travail d'Antoine François donnent satisfaction⁸⁶. Il s'agit de deux éléments essentiels pour bénéficier d'un placement à l'extérieur, généralement pour des travaux agricoles, prévu par l'article 9 de la loi de 1850. En mai 1911, Antoine François remplit les conditions pour en bénéficier et il est placé à Montpellier chez un jardinier, M. Bélus. Il s'évade le 26 ou le 27 septembre 1911. À cette époque, les évasions sont fréquentes : par exemple en 1912, alors que l'effectif est de 368 détenus, 49 évasions sont répertoriées⁸⁷. Antoine François est âgé de 18 ans. Il mesure 1 mètre 64, a les cheveux noirs, une

83. Il a été seulement blessé.

84. BOURQUIN Jacques, « De la correction à l'éducation », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, Hors série, 2007. Disponible sur : [http://rhei.revues.org/3020], p. 227 ; [http://archives-pierresvives.herault.fr/ark:/37279/vta534600a3ada1b].

85. ADHC, *Fonds de la sous-préfecture de Calvi*, Aregno, 1Z2.

86. ADH, *Établissements...*, op. cit., Aniane, 2Y280 et 1Y340.

87. BOURQUIN Jacques, op. cit., p. 228.

Figure 3 : Antoine François Negretti.

88. Son grand-oncle, Martin Salducci habite à Toulon, il a fait carrière dans l'armée.

89. Il est indiqué sur son dossier qu'Antoine François sait lire et écrire, ADH, *Établissements pénitentiaires*, Aniane, 2Y280.

90. ADHC, *Fonds de la sous-préfecture de Calvi*, Aregno, 1Z.

barbe naissante, les yeux verdâtres clairs, le teint brun. Il est habillé d'un complet de drap gris, d'une chemise de coton couleur sans col, porte des brodequins neufs et un chapeau de feutre noir. Il semble que sa fuite soit préméditée : il a reçu de sa mère un mandat. Antoine François avait demandé l'autorisation à son patron de pouvoir se rendre à Toulon dans sa famille⁸⁸. M. Bélus lui aurait répondu qu'il lui fallait l'accord du directeur. Début octobre, des informations accréditeraient la thèse qu'il est à Aregno chez sa mère. Son dossier indique qu'ils correspondaient régulièrement⁸⁹. Le 27 octobre, sa présence dans son village natal est confirmée. Les autorités prennent la décision de l'arrêter. Selon le rapport de gendarmerie⁹⁰, en date du 29, cette tentative s'est soldée par un échec. Pourtant, le commandant de brigade et trois gendarmes sont présents devant la maison dès trois heures du matin. À six heures, ils demandent l'ouverture de la porte. La mère du fuyard ouvre, elle indique que son fils n'est pas là. Le brigadier lui annonce qu'une perquisition va être effectuée, la mère change de version : Antoine François est chez elle, il est alité car il est indisposé. Il va s'habiller pour suivre les gendarmes mais un moyen de transport sera nécessaire. Son oncle Paulin Salducci est aussi

présent. Le maire, Jérôme Lanata, chez lequel l'homme avait été commis, arrive. Les gendarmes relâchent leur dispositif, quand l'un d'eux, qui connaît bien l'adolescent, s'approche de l'individu qui était en train de s'habiller. Il s'aperçoit « à sa grande stupéfaction » qu'il s'agit de Paul Negretti (son cousin ?), un « insensé ». Les gendarmes décident de perquisitionner la maison. Ils requièrent la présence du garde champêtre. Pendant ce temps, Antoine François a fui, « pieds nus » et « en bras de chemise ». Les gendarmes supposent qu'il dormait dans une maison voisine. Malgré cet échec, « les recherches les plus actives continuent ». Les autorités hésitent : même si des courriers mentionnent sa présence en Corse, des investigations sont menées dans la région de Montpellier, son ancien patron est entendu. Il n'a pas de nouvelles. En novembre et en décembre, d'autres lettres indiquent qu'il semble toujours être à Aregno, cependant, au lieu d'essayer de l'arrêter, les autorités se concentrent sur la surveillance des ports pour empêcher son départ vers le continent. Sa présence dans l'île est infirmée par un courrier de janvier 1912, adressé par le préfet de la Corse à son homologue de l'Hérault : le fuyard serait parti le 30 octobre et serait chez son ancien patron M. Belus ou chez son oncle Martin Salducci, demeurant à Toulon 19 rue de l'Oratoire⁹¹. Il ne sera pas retrouvé. Son évasion ne semble pas inquiéter outre mesure les autorités de la colonie : elles indiquent qu'il se conduira honnêtement en dehors de l'établissement⁹².

Il est certain que les conditions de détention sont extrêmement dures à Cayenne⁹³. André part pour la Guyane le 17 juillet 1908. Il intègre le bagne sous le numéro de matricule 36805. Il change à

91. L'ensemble de ces informations sont contenues dans les documents conservés aux ADH, *Établissements...*, Aniane, 1Y340 et aux ADHC, *Fonds de la sous-préfecture de Calvi*, Aregno, 1Z.

92. ADH, *Établissements...*, *op. cit.*, Aniane, 2Y280.

93. Les ouvrages et articles sur les bagnes sont nombreux. Il est notamment possible de se référer à TAILLEMITE Hélène, « La vie au bagne », *Criminocorpus*, Les bagnes coloniaux, mis en ligne le 1^{er} janvier 2008, disponible sur : [<http://criminocorpus.revues.org/183>]; DOI: 10.4000/criminocorpus.183 et DION Isabelle, *Lettres du bagne*, Marseille, Images en manœuvre, 2007, 168 p. Il existe trois catégories de détenus : les transportés, condamnés de droit commun, comme Anfriani, les relégués, ou multi récidivistes de petits délits, et les déportés, condamnés politiques.

94. Les condamnés sont répartis dans les différents camps suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent et en fonction de leur profession.

95. Les Îles accueillent les détenus les plus dangereux et les condamnés à la réclusion.

96. Il s'agit d'un bagne dédié à l'élevage et à l'agriculture.

97. Emprisonné à partir du 12 septembre 1907 jusqu'à son départ pour la Guyane, il ne paraît pas avoir posé de problèmes, ANOM, *Établissements...*, *op. cit.*, Guyane, H4139/36805/a.

98. Les occasions de s'évader d'un pénitencier sans clôture et où les surveillants sont en sous-effectifs sont nombreuses. La plupart ont lieu la nuit et à la saison sèche. Les mois d'août et de septembre sont les mois qui connaissent régulièrement des pics d'évasion. SANCHEZ Jean-Lucien, « Les évasions de relégués au bagne de Guyane (xix^e-xx^e siècle) », *Criminocorpus, Les rebelles face à la justice*, mis en ligne le 13 novembre 2014, Disponible sur : [http://criminocorpus.revues.org/2837]; DOI: 10.4000/criminocorpus.2837.

99. Il travaillait à la réfection d'un chemin, il n'a pas répondu à l'appel de son nom, ANOM, *Établissements...*, *op. cit.*, Guyane, H1634/anfriarian.

100. *Le Radical* donne des dates plus concordantes (8/09/1909).

101. ANOM, *Établissements...*, Guyane, H4139/36805/a. André Anfriani se plaint au gouverneur des conditions de son arrestation : il a été menacé de mort alors qu'il s'était jeté à l'eau pour s'évader.

102. Cette évasion est évoquée par plusieurs journaux suite à une information de l'agence Montra au *Radical* reprise par *L'Ouest Éclair* ou *L'Aurore* (17/04/1912) ou la *Lanterne* (19/04/1912) : André Anfriani aurait fait une nouvelle tentative en compagnie d'une vingtaine d'autres bagnards.

Les dates fournies sont erronées et les autorités contestent l'ampleur de l'évasion qui aurait suscité un grand émoi dans le Midi, ANOM, *Établissements pénitentiaires*, Guyane, H1634/anfriarian et H4139/36805/a.

plusieurs reprises d'affectation⁹⁴ : il est à Saint-Laurent du Maroni jusqu'en mars 1909, aux Îles⁹⁵ jusqu'en juillet 1911, puis à Kourou⁹⁶ et il est de nouveau aux Îles en décembre de la même année. Le dossier d'André Anfriani est particulièrement dense, il a une détention agitée⁹⁷. Son comportement est d'ailleurs un des éléments qui justifie le rejet de ses recours en grâce. Il s'évade à deux reprises⁹⁸. Sa première tentative date du 9 décembre 1908⁹⁹. Son dossier stipule qu'il réintègre le bagne le 1^{er} mars 1909. Cette évasion est relayée par la presse nationale. Selon le *Matin* du 21 août 1909, ce « gamin de 17 ans » a rejoint, le 15 mai, grâce à une pirogue indigène, un navire argentin qui croisait au large du Cap Cayenne. Ce bateau l'a laissé au Venezuela, à Maracaïbo. Il se serait évadé en compagnie d'un autre détenu originaire des Bouches-du-Rhône. Les dates mentionnées dans cet article ne concordent pas avec celles présentes dans son dossier. Il est difficile de savoir si les autres informations sont exactes¹⁰⁰. Il s'évade une nouvelle fois le 28 août 1911, avant de réintégrer le bagne en décembre. Il s'était réfugié en Guyane anglaise mais a été expulsé par les autorités. Il est arrêté au Surinam après avoir sauté à la mer d'un courrier français, le *Saint Domingue*¹⁰¹. Cette fois également, les informations relatées dans la presse nationale ne sont pas en adéquation avec les éléments administratifs¹⁰². Outre ces tentatives d'évasion, de nombreuses remarques concernant son comportement sont mentionnées : dès octobre 1908, « réponse ordurière à une observation faite par un surveillant », en novembre « manque de volonté au travail et vol de choux », en 1909 plusieurs observations sont faites sur des bavardages et il fume en cellule. En 1910 et 1911, il

est condamné pour correspondance illicite, bavardage persistant et trafic d'effets envoyés par sa famille. Cette mention démontre qu'il garde des contacts avec ses proches qui lui envoient des denrées diverses : crayons, porte-plume, papiers, tabac, chocolats, livres, médicaments, journaux ou encore vêtements¹⁰³. Ses courriers mettent en évidence une assez bonne maîtrise de l'écriture¹⁰⁴ et son caractère résolu, n'hésitant pas à demander à l'administration de revenir sur des décisions qu'il juge injustes. André Anfriani effectue 133 jours de cachot de son incarcération à sa majorité. Il a également été condamné à deux ans de réclusion cellulaire par le tribunal maritime après sa première tentative de fuite.

Au-delà des points commun relevés (le lieu de naissance, la perpétration d'un homicide durant leur minorité), la situation judiciaire de ces deux adolescents meurtriers diffère fortement tant en fonction de la gravité des actes, de leur âge, du contexte marseillais particulièrement défavorable à André, des condamnations prononcées. Antoine François, âgé de moins de 16 ans, a pu bénéficier de l'article 66 et a évité l'emprisonnement ; André a réussi à échapper à la peine de mort mais n'a pas pu se soustraire à la « guillotine sèche ». Lorsqu'il est repris après sa seconde évasion il est majeur. Il purge deux ans de réclusion cellulaire. Il ne renonce pas à l'idée de s'évader et fait une troisième tentative le 11 juillet 1922¹⁰⁵. Il s'agit de la dernière information disponible dans le dossier d'André. Il est certain qu'il n'aura pas revu son père décédé en décembre 1922, ni son île natale. Le destin d'Antoine François est très différent. Il arrive à se réinsérer dans la société. Après deux ans de cavale, bien qu'il ne soit libérable que le 29 septembre 1914, il s'engage comme volontaire au 23^e régiment d'infanterie à Lyon en octobre 1913. Il survit à la Première Guerre mondiale. Il a été prisonnier d'août 1916 à décembre 1918. Décoré de l'Ordre du régiment et de la Croix de guerre¹⁰⁶, il rentre dans son village natal et se marie en mai 1919¹⁰⁷. Il s'installe sur le continent, à Lyon puis dans le Var. Il travaille dans les chemins de fer¹⁰⁸. Il décède en 1968.

L'enquête orale menée localement a mis en exergue un autre élément commun : il s'agit de deux affaires « oubliées », « évacuées » de la mémoire villageoise. Ce constat est d'autant plus étonnant que ces familles ont toutes deux gardé des liens avec l'île.

103. ANOM, *ibid.*

104. Il a un niveau d'instruction primaire et semble continuer à s'instruire au bagne, ANOM, *ibid.*

105. Après cette date, il n'existe plus aucune mention d'André Anfriani dans les archives consultées. Durant l'année 1921, il est soupçonné de correspondre avec des détenus ayant réussi à s'évader habitant à Rio de Janeiro, ANOM, *Établissements...*, Guyane, H4139/36805/a.

106. ADCS, *Registres matricules*.

107. ACA, *Registres d'état civil*.

108. ADCS, *Registres matricules*.